

Paiement du
coût.

et la ville, devant O. Marin, notaire public, le quatrième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-onze,—et il peut en prélever le coût de la même manière et aux mêmes conditions qu'il peut le faire à l'égard d'autres rues ou chemins de la ville.

Syndics autori-
sés à transpor-
ter rues à la
ville.

19. Les syndics des chemins à barrières de Montréal sont par les présentes autorisés à céder et transporter à la ville le contrôle absolu des sections de chemins à barrières situées dans les limites de la ville et décrites dans l'acte notarié du quatre mai mil huit cent quatre-vingt-onze, aux termes mentionnés dans le dit acte, lequel contrôle absolu les dits syndics s'engagent à transporter à la ville aussitôt qu'ils auront obtenu l'autorité nécessaire pour le faire.

Entrée en
vigueur.

20. Cette loi deviendra exécutoire le jour de sa sanction.

CHAP. LV

Loi constituant en corporation la ville d'Outremont.

[Sanctionnée le 12 janvier 1895]

Préambule.

ATTENDU que le village d'Outremont a demandé, par sa requête, à être constitué en corporation de ville conformément aux dispositions du chapitre premier du titre onzième des Statuts refondus ;

Attendu qu'il est de l'intérêt des contribuables du dit village qu'il soit fait droit à cette demande ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

TITRE I

ORGANISATION DE LA CORPORATION

SECTION I

Constitution de la ville en corporation

Limites et
constitution de
la ville.

1. Le territoire compris dans les limites actuelles du village d'Outremont est érigé en municipalité urbaine sous le nom de "Ville d'Outremont", et les habitants du dit village sont constitués en corporation de ville sous le nom de "Ville d'Outremont".

Nom.

2. La ville d'Outremont est gouvernée par les dispositions de la loi relative aux corporations de villes, contenue au chapitre premier du titre onzième des Statuts refondus, sauf en ce qui y est dérogé spécialement par la présente loi ou par les dispositions incompatibles qu'elle peut contenir. Application de S. R. Q. à la ville.

3. Tous les procès-verbaux, rôles des cotisations, titres, redevances, règlements, ordres, listes, rôles, plans de la ville, résolutions, ordonnances, traités, entreprises et tous actes municipaux quelconques, faits et consentis par le conseil du dit village, continueront à avoir leur plein effet jusqu'à ce qu'ils soient annulés, amendés, résiliés ou exécutés. Procès-verbaux, etc., continués.

4. Tous billets, bons, titres ou obligations, ainsi que toutes garanties et tous engagements quelconques, souscrits, acceptés, endossés, émis ou contractés par le dit conseil, jusqu'à la mise en vigueur de la présente loi, continueront à avoir leur effet légal, nonobstant la promulgation de la présente loi. Effets, billets, etc., émis.

5. La ville d'Outremont, établie par la présente loi, succède à tous les droits et obligations du village d'Outremont. Substitution de la corporation à l'ancienne.

6. La municipalité de la ville d'Outremont peut s'annexer à la ville de Montréal, et cette annexion devra être effectuée de la manière prescrite par la charte de la cité de Montréal. Annexion à Montréal.

SECTION II

Conseil de la corporation

7. Le conseil de la ville, tel que constitué par la présente loi, est substitué au conseil du dit village et lui succède en tous ses droits, pouvoirs, privilèges et obligations. Substitution du conseil à l'ancien.

8. Les fonctionnaires et employés municipaux actuels du dit village demeureront en office comme fonctionnaires et employés de la ville, jusqu'à ce qu'ils démissionnent ou soient remplacés par le conseil. Officiers continués en charge.

9. Le conseil municipal de la ville se composera de sept conseillers, dont l'un sera choisi et agira comme maire, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par le conseil. Composition du conseil.

10. Le maire devra être choisi parmi les conseillers et élu par eux à la première assemblée générale spéciale du conseil tenue après les élections générales des dits conseillers, ou après une vacance quelconque dans la dite fonction de maire. Nomination du maire.

S. R., 4231,
4236, etc.,
non applica-
bles.

11. Les articles 4231, 4236, 4241, 4244, 4245, 4246, 4247 et 4248 des dits Statuts refondus ne s'appliqueront point à la ville constituée par la présente loi, pour ce qui se rapporte à l'élection du maire seulement.

S. R., 4229,
non applicable.

12. L'article 4229 des dits Statuts refondus est remplacé, pour la ville, par le suivant :

Epoque des
élections gé-
nérales.

Les élections générales ont lieu, chaque année, dans le mois de janvier ; la nomination a lieu à neuf heures du matin, le deuxième lundi de janvier, et la votation, s'il y a lieu, doit être faite le troisième lundi du même mois.

S. R., 4234,
non applicable.

13. L'article 4234 des dits Statuts refondus est remplacé, pour la ville, par le suivant :

Election des
conseillers.

L'assemblée des électeurs municipaux pour la nomination des conseillers est tenue à l'hôtel de ville, et est ouverte depuis neuf heures du matin du jour fixé.

Durée de leur
charge.

14. Les conseillers sont élus pour trois ans.

Maire et con-
seillers actuels
continus.

15. Le maire et les conseillers actuels du dit village resteront en fonction, comme maire et conseillers de la ville, et seront remplacés de la manière ci-après indiquée.

Remplacement
des conseillers.

16. A la première élection générale, comme il est ici édicté, les conseillers dont le terme d'office est fini, seront remplacés de la manière établie par la présente loi.

L'ordre de retraite existant actuellement sera maintenu jusqu'à ce qu'il en soit ordonné autrement par le conseil.

Quorum du
conseil.

17. Le *quorum* du conseil sera formé de la majorité de ses membres.

S. R., 4472,
non applicable.

18. L'article 4472 des dits Statuts refondus est remplacé, pour la ville, par le suivant :

Division de la
municipalité
en quartiers.

Pour partager la municipalité en autant de quartiers qu'il est à propos de le faire, aux fins de la représentation dans le dit conseil, et fixer le nombre des conseillers à élire pour chaque quartier, pourvu qu'il n'y en ait pas plus de neuf pour toute la ville ni moins de sept.

Changements
des quartiers.

Pour reviser ou changer les limites des différents quartiers de la ville.

Première élec-
tion générale.

19. La nomination des candidats pour la première élection générale du conseil de la ville aura lieu le deuxième lundi du mois de janvier 1896, à neuf heures de l'avant-midi ; et,

s'il est nécessaire de tenir un bureau de votation, il le sera le troisième lundi du dit mois de janvier 1896.

Le maire en fonction devra présider cette première élection. Président
d'élection.

20. L'article 4264 des dits Statuts refondus ne s'appliquera pas à la ville. S. R., 4264,
non applicable.

21. L'article 4300 des dits Statuts refondus est remplacé, pour la ville, par le suivant : S. R., 4300.
non applicable.

Toute question débattue est réglée par la majorité des votes des membres présents, sauf dans les cas où le vote des deux tiers des membres du conseil ou des membres présents est requis. Décision des
questions
contestées.

Le maire ou le fonctionnaire présidant peut opiner, mais ne doit voter que dans le cas d'un partage égal des voix. Droit de vote
du maire.

En cas de partage égal des voix, celui qui préside est toujours tenu de donner le vote prépondérant, en en formulant les raisons, s'il le juge à propos. Vote prépon-
dérant du
maire.

TITRE II

POUVOIRS DU CONSEIL

22. L'article 4414 des dits Statuts refondus est remplacé, pour la ville, par le suivant : S. R., 4414,
non applicable.

Prohiber ou restreindre et réglementer la vente en détail de toute liqueur de malt, spiritueuse, vineuse, alcoolique ou enivrante, dans les limites de la ville, et fixer une somme n'excédant pas deux cents piastres pour tout certificat donnant droit à l'obtention d'un permis de vendre ces liqueurs dans la ville. Réglementa-
tion et certifi-
cat pour vente
des liqueurs
enivrantes.

23. Le conseil de ville pourra, par voie de règlement, exercer les pouvoirs suivants : Règlements
pour :

1. Limiter le nombre des abattoirs publics ou privés ou les prohiber entièrement dans la ville ; Construction
des abattoirs ;

2. Ordonner que le charroiyage de tout ce qui est dangereux ou dommageable à la santé ou à la sécurité publique soit fait à certaines heures de la nuit, à travers certaines rues de la ville ; Transport des
matières dan-
gereuses ou
nuisibles ;

3. Empêcher la construction d'étables, hangars, latrines ou autres bâtiments semblables sur aucun lot de la ville, à une distance de pas moins de trente pieds de la rue, et, en faisant indemniser les propriétaires, faire enlever toutes les constructions existantes, si elles ne sont pas établies à cette distance ; Ecuries, l'oux
d'aisance, etc. ;

Erection des
fabriques
dangereuses
ou nuisibles ;

4. Régler ou empêcher la construction, l'emploi ou l'exploitation, dans la ville, de fabriques ou établissements malsains et insalubres, dangereux ou nuisibles, qui pourraient mettre en danger la santé publique, surtout les fabriques de savon et de chandelle et autres manufactures de semblable nature où l'on met le suif en œuvre ; les fours à chaux, les établissements où l'on fait bouillir ou brûler les os, les fabriques d'huile solidifiée, de caoutchouc ou de prélat, les établissements de teinture, les abattoirs, boucheries, tanneries, brasseries, distilleries, usines à gaz, les fabriques de bleu, de colle ou de vernis, les raffineries ou entrepôts de pétrole ou huile de charbon, les usines à composition pour toitures, celles de feux d'artifice, d'allumettes à friction, les laboratoires chimiques, les établissements de rectification de l'alcool et toutes autres fabriques ou ateliers de tout genre, dont l'exploitation peut mettre en danger la santé ou la sécurité publique, soit par le feu, soit par la fumée, soit par les émanations provenant de ces sortes d'établissements ;

Odeurs mal-
saines ;

5. Empêcher, dans l'intérêt de la santé publique et dans celui des particuliers, toute personne de laisser s'échapper les odeurs insalubres de ces manufactures ou ateliers ;

Construction
des hôpitaux ;

Défendre la construction et l'établissement, dans la ville, de tout hôpital pour les maladies contagieuses, sans le consentement du conseil ;

Alignement
des construc-
tions ;

6. Déterminer la ligne des édifices dans les rues, les chemins et avenues, le mode à suivre et les matériaux à employer pour la construction ou la réparation des édifices, en vue d'avoir sécurité contre le feu et sûreté pour les occupants, avec pouvoir de tenir le propriétaire, le constructeur ou la personne en possession de tel édifice responsable pour toute contravention à ces règlements ;

Hauteur des
cheminées, etc. ;

7. Déterminer la hauteur des cheminées et ordonner d'y mettre des grillages ;

Protection des
personnes dans
les rues ;

8. Prendre tous les moyens possibles de protéger les citoyens dans les rues et places publiques et aux stations de chemin de fer ;

Barrières, etc. ;

A cette fin, le conseil est autorisé à contraindre toutes les compagnies provinciales de chemin de fer ou de tramway à faire, construire et entretenir, à toute heure du jour ou de la nuit, les barrières, clôtures et autres œuvres jugées nécessaires à la protection des citoyens, des voitures et des animaux qui passent dans les rues ; et toutes ces compagnies seront passibles d'une amende n'excédant pas cent piastres que le conseil pourra imposer.

Obstruction
dans les rues ;

9. Empêcher l'obstruction des rues par les wagons, trains, et locomotives de chemin de fer, et imposer aux employés de toute compagnie de chemin de fer ou à toute compagnie

elle-même une amende n'excédant pas cinquante piastres pour chaque infraction aux règlements édictés à cette fin ;

10. L'article 4453 des dits Statuts refondus est remplacé, S. R., 4453, non applicable.
pour la ville, par le suivant :

Contraindre chaque propriétaire ou occupant de terrain, Egouttement des eaux stagnantes ;
dans la ville, sur lequel se trouve de l'eau stagnante, à l'égoutter ou l'élever de façon que les voisins ne soient pas incommodés ni la santé publique mise en danger ;

Si le propriétaire de tel terrain est inconnu et n'a pas de Egouttement, etc., par le conseil en certain cas ;
représentant dans la ville, ou s'il est trop pauvre pour l'élever ou l'égoutter ou encore s'il ne fait pas les travaux exigés dans le temps prescrit par le règlement, le conseil pourra ordonner le drainage ou l'exhaussement de ce terrain aux frais de la municipalité, sauf recours contre le propriétaire ou occupant.

11. Régler la façon dont les auvents devront être posés et Auvents ;
forcer les propriétaires de ces auvents à les enlever ;

12. Prohiber le transport ou le déplacement, par la ville, Déplacement des maisons ;
de tous bâtiments ou maisons, sans un permis spécial du conseil, en payant la compensation que le conseil pourrait exiger et aux conditions dont on pourrait convenir quant aux dommages ;

13. Empêcher tout propriétaire de reconstruire une maison Défense de rebâtir une maison empiétant sur une rue ;
démolië sur l'emplacement qu'elle occupait en deçà de la ligne d'une rue ou d'une place publique ; pourvu que, dans l'année, le conseil fasse des procédures pour l'expropriation afin d'acquiescer la partie du lot empiétant sur la rue ;

Le conseil pourra, dans le but d'élargir la dite rue, acheter Achat de terrains pour l'élargissement des rues ;
la partie du lot qui empiète sur cette rue, ou contraindre le propriétaire à l'abandonner pour une indemnité suffisante.

14. Nommer une personne compétente pour inspecter la Inspecteur de viande et de lait ;
viande et le lait vendus ou offerts en vente dans la ville, ainsi que lui conférer le pouvoir de confisquer toute viande et tout lait de mauvaise qualité, malsain ou dangereux pour la santé publique ;

15. Imposer une amende et l'emprisonnement, à défaut de Amende, etc., pour vente de mauvaise viande ;
paiement de l'amende, à toute personne vendant ou offrant en vente dans la ville de la viande ou du lait de mauvaise qualité, malsain et dangereux pour la santé, en contravention aux règlements ;

16. Déterminer, dans l'intérêt de la santé publique, les Droit où doit être prise la glace ;
endroits d'où la glace peut être tirée ;

17. Exiger ou régler l'exhaussement, le drainage ou Nivellement des lots vacants, etc. ;
le nettoyage de tous les terrains, cours, lots vacants, caves, égouts privés, évier, canaux de renvoi et latrines, et cotiser les propriétaires ou occupants de ces terrains ou cours, ou des

Répartition du coût ; immeubles sur lesquels les caves, égouts privés, évier, canaux de renvoi et latrines sont situés, pour payer le coût de ces travaux, s'ils sont exécutés par le conseil à défaut des propriétaires.

Privilège. Les sommes ainsi dépensées constitueront une charge sur le dit lot ou les dits lots, et seront recouvrables de la même manière qu'une taxe spéciale dont ils seraient frappés.

S. R., 4452.
non applicable.

18. L'article 4452 des dits Statuts refondus est remplacé, pour la ville, par le suivant :

Egouts ;

Organiser un système d'égouts pour la ville, cotiser les propriétaires d'immeubles pour payer le coût de confection d'un égout commun dans une rue quelconque où ces propriétaires possèdent des biens, y compris les raccordements entre cet égout commun et les canaux privés de ces propriétaires, et régler la manière dont devront être imposées les cotisations, soit par la ligne de front de la dite propriété, soit autrement, ainsi que la manière de prélever ces cotisations, de façon que le coût de la construction et de la réparation de cet ouvrage soit supporté et payé au moyen des cotisations prélevées sur les propriétaires qui en profitent, pourvu qu'un délai d'au moins cinq années soit accordé pour le paiement de ces cotisations ;

Mode, etc., de faire les égouts privés ;

19. Fixer le temps où les égouts privés doivent être faits et déterminer la manière et les matériaux dont ils doivent être construits, la ville faisant l'égout collecteur, et les propriétaires ou occupants étant tenus de faire et d'établir des raccordements à leurs propres frais, sous la surveillance d'un officier nommé par la corporation ;

Egouts communs, chemins macadamisés, etc. ;

20. Chaque fois que la majorité en nombre des propriétaires ou occupants de biens-fonds situés sur une rue ou partie de rue de la ville demande, par requête adressée au conseil de la ville, à faire faire un égout commun, à faire macadamiser le chemin ou à le planchéier, ou à faire exécuter toute autre amélioration dans telle rue ou partie de rue, — ordonner l'exécution de tous ces travaux et régler la manière de prélever des cotisations suffisantes pour en défrayer le coût, sur les propriétaires ou occupants des lots vis-à-vis desquels ces améliorations sont faites ;

Cotisation pour cet objet ;

Lorsqu'un immeuble est situé sur deux ou plusieurs rues, ou sur une ou plusieurs rues et une place publique, le conseil, en adoptant tel règlement, devra décider quelle proportion ou partie du dit immeuble profite de l'amélioration particulière faite sur ces rues et place publique et devra répartir, en conséquence, la taxe ou les cotisations spéciales à être prélevées sur la dite propriété à raison de telle amélioration, sauf appel final à la cour supérieure.

21. Autoriser et permettre, aux conditions que le conseil pourra déterminer, l'établissement de tramways dans les rues de la ville, et régler le nombre des voyageurs à être transportés dans chaque char ou véhicule employé par ces tramways ;

Tramways ;
Nombre des
passagers ;

22. Conclure des arrangements spéciaux avec la cité de Montréal, ou avec une autre ou d'autres municipalités, afin de s'assurer, pour une période déterminée, un débouché pour le drainage des égouts de la ville, moyennant compensation qui peut être déterminée, soit par arrangement à l'amiable, soit par arbitrage ; mais, advenant le cas où un tel débouché serait refusé, la ville aura le droit de construire un égout collecteur pour conduire la matière drainée au point convenable du fleuve Saint-Laurent le plus rapproché, ou ailleurs, à travers une municipalité quelconque, excepté la cité de Montréal, en payant, pour ce faire, toute compensation raisonnable à être fixée par des arbitres ;

Arrangements
avec la cité de
Montréal, etc.,
pour le drain-
nage ;

23. Annexer à la ville toute partie d'une propriété immobilière située dans une municipalité adjacente ; pourvu que le conseil de cette municipalité et le propriétaire de cette partie de propriété immobilière consentent à cette annexion, aux conditions qui pourront être fixées de consentement mutuel entre le conseil de la dite ville et le conseil de la dite municipalité ;

Annexion ;

24. Fermer toute rue ou partie de rue ou de place publique et vendre le terrain au bénéfice de la ville ; pourvu, toutefois, que si quelqu'un souffre des dommages, il reçoive une compensation fixée par arbitrage ;

Fermeture des
rues ;

25. Lorsqu'un propriétaire cède gratuitement à la ville un terrain quelconque pour l'établissement d'une rue qui traverse sa propriété,—exempter, par résolution, de la répartition nécessaire par l'ouverture de cette rue, en tout ou en partie, le reste de la propriété ayant front sur la nouvelle rue ;

Exemption des
cotisations en
certains cas ;

26. Conclure tous arrangements avec les syndics des chemins à barrières concernant les chemins entretenus par eux, et avec d'autres corporations concernant les chemins qui leur appartiennent, dans les limites de la ville, pour la possession de ces chemins, soit en payant une somme annuellement, soit en achetant ces chemins, ou concernant l'élargissement de ces chemins, ou autre modification à faire à ces chemins, aux termes et conditions que le conseil déterminera ;

Arrangements
avec les
syndics des
chemins à
barrières ;

27. Rien de contenu dans la présente loi n'affectera les privilèges ou droits de la compagnie des chemins à barrières de Montréal ;

Privilèges
sauvegardés ;

28. Avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil obtenue par requête à lui adressée,—ordonner, dans des cas spéciaux et exceptionnels, que la largeur des chemins et des rues de la ville soit moins de soixante-six pieds ;

Largeur des
rues ;

Répartition
spéciale pour
l'ouverture des
rues, etc. ;

Confection des
ponts, etc. ;

Proviso.

Paiement de
ces améliorations.

Imposition sur
certains propriétaires du
coût de ces
améliorations.

Objections à la
répartition.

29. Prélever, par répartitions spéciales ou cotisations les deniers nécessaires pour ouvrir, élargir, prolonger, changer, niveler ou faire d'autres travaux, ou paver toute rue, chemin, avenue, boulevard, ruelle ou allée, place publique ou square (y compris ceux entretenus par les syndics des chemins à barrières) ou toute section ou sections d'iceux dans la ville, ou y faire des améliorations durables, ainsi qu'acheter et y poser des conduits d'eau, y établir des bornes-fontaines, selon qu'il sera nécessaire pour approvisionner d'eau les habitants et fournir une protection contre le feu ; faire, élargir, prolonger ou réparer d'une manière durable les ponts qui s'y trouvent, selon qu'il sera nécessaire ; clôturer ces rues, chemins, avenues, boulevards, ruelles, allées, places publiques ou squares, ou toute partie d'iceux, ainsi que faire, exécuter et parachever ces travaux, en tout ou en partie ; pourvu que chacun de ces règlements soit approuvé par un vote des deux tiers du conseil.

(b) Le coût de l'exécution de ces améliorations sera supporté et payé par les propriétaires fonciers, de chaque côté de ces rue, chemin, avenue, boulevard, ruelle ou allée, chemin public ou square, ou de toute section d'iceux, au moyen d'une répartition spéciale faite et prélevée sur les dits propriétaires fonciers, proportionnellement au front de ces propriétés, lorsque ces améliorations seront faites, le conseil ayant toutefois, le pouvoir de déclarer, par résolution votée par les deux tiers des membres de tout le conseil, que les dites propriétés de front ne seront imposées que pour une certaine proportion du coût de ces améliorations, de la manière ci-après exposée.

(c) Le conseil, au moyen d'une résolution votée par au moins les deux tiers des membres du conseil, pourra déclarer que seulement une proportion du coût de ces améliorations ou de l'une d'elles, sera payée par les propriétés situées et ayant front sur les dits rues, chemins, avenues, boulevards, ruelles, allées, voies publiques ou squares, ou d'une partie d'iceux ; et, dans ce cas, le secrétaire-trésorier devra, dans les dix jours qui suivent l'adoption de cette résolution, donner avis spécial, par lettre recommandée, déposée au bureau de poste à l'adresse de chaque personne au nom de qui, en dernier lieu, ces propriétés ont été cotisées, à son domicile actuel ou à celui en dernier lieu connu, et devra, dans cet avis, indiquer la nature de l'amélioration et le montant du pourcentage de son coût, qui sera réparti sur les propriétés riveraines.

(d) Dans le cas où une requête, objectant à ce que la totalité ou un pourcentage du coût soit réparti sur ces propriétés riveraines, serait présentée au conseil dans les trente jours de l'adoption de telle résolution, signée par la majorité des proprié-

taires, tuteurs et administrateurs, gardiens, curateurs, grevés de substitutions, syndics et autres, cotisés pour, en possession des, intéressés dans, ou propriétaires de, ces propriétés riveraines situées sur ces rues, chemins, avenues, boulevards, ruelles, allées, chemins publics ou squares, ou sur une partie quelconque d'iceux, le montant ou la proportion du coût de ces améliorations qui doit être supporté par, et réparti sur, chacune de ces propriétés riveraines sera fixé par arbitrage, les arbitres devant être nommés de la manière et suivant la procédure prescrites pour les expropriations, autant que possible, sauf que les requérants seront tenus de nommer dans leur requête, un arbitre chargé d'agir en leur nom collectif dans le dit arbitrage. Arbitrage en ce cas.

(e) La décision des arbitres ou de la majorité d'entre eux fera la base de la répartition prélevée sur les propriétés riveraines; et la balance du coût de ces améliorations sera supportée par toute la ville. Décision des arbitres, base de la répartition.

(f) Le conseil pourra déterminer le mode, la méthode et la manière dont les dites améliorations ou l'une d'elles doivent être faites et exécutées, ainsi que la manière d'établir, prélever et percevoir cette cotisation ou ces cotisations spéciales, faisant de la décision arbitrale la base de la répartition affectant les propriétés riveraines, dans le cas où, comme il est dit plus haut, le coût de quelqu'une de ces améliorations serait diminué. Manière de faire les améliorations et de prélever les taxes.

(g) Cette cotisation devra être faite, prélevée et perçue au temps que pourra fixer le conseil, et il pourra ordonner que la dépense encourue pour faire ces améliorations soit prélevée et perçue immédiatement ou par versements, pendant un certain nombre d'années. Mode de faire la répartition.

Cette cotisation, si le coût total des améliorations est réparti sur un certain nombre d'années, pourra comprendre l'intérêt sur les paiements futurs. Intérêt.

(h) Aussitôt que le compte des frais de l'exécution des améliorations et de toutes les dépenses s'y rapportant aura été envoyé et approuvé par le conseil, le secrétaire-trésorier devra, dans un délai fixé par le conseil, faire un rôle spécial pour la prélèvement et la répartition des frais que comportent ces améliorations. Rôle spécial.

(i) Lorsque le rôle des cotisations spéciales aura été fait, le secrétaire-trésorier devra donner avis public, dans un journal anglais et dans un journal français, publiés dans la cité de Montréal, inséré une fois par semaine pendant trois semaines consécutives, annonçant le jour et l'heure où ce rôle spécial des cotisations devra être soumis au conseil pour homologation. Avis de la préparation du rôle spécial et son contenu.

Audition des
objections au
rôle.

(j) Le conseil devra, au jour fixé, entendre les parties intéressées et pourra ajourner ses séances de temps à autre, quand la chose sera nécessaire ; et, après examen de toute plainte ou objection qui pourra être faite, il pourra maintenir ce rôle des cotisations, avec ou sans amendements, suivant le cas, sauf appel final devant la cour supérieure.

Répartitions
supplémentaires.

(k) Au cas où il serait établi que la première répartition est insuffisante, le conseil pourra en faire ou faire faire une seconde de la même manière et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il ait été réalisé assez d'argent pour payer ces améliorations ou travaux.

Epoque de
l'exigibilité de
la répartition.

(l) Cette répartition sera due et exigible des propriétaires par tels montants ou versements proportionnels que le conseil jugera à propos de fixer ; et le secrétaire-trésorier, quand il en recevra l'ordre, percevra les montants ou versements des propriétaires de la manière dont les taxes municipales sont perçues.

Répartition,
dette privilégiée.

(m) Cette répartition constituera une dette privilégiée exempte de la formalité de l'enregistrement, et elle portera intérêt à six pour cent par an, à partir du jour de l'échéance ; l'on pourra accorder un escompte sur les paiements anticipés.

Acquisitions,
e.c., d'immeubles
par le conseil dans
certains cas.

24. Le conseil est autorisé à acheter ou acquérir, prendre possession de, et entrer sur, toute terre, terrain ou propriété foncière quelconque située dans les limites de la ville, nécessaire aux améliorations ou à quoi que ce soit, par arrangement à l'amiable fait entre la ville et les propriétaires ou autres personnes intéressées, ou en adoptant les dispositions et en se conformant aux formalités relatives aux expropriations.

Acquisitions
d'immeubles
par le conseil
pour améliorations.

25. Le conseil est autorisé à acheter, acquérir, prendre possession de, et entrer sur toute terre, terrain ou bien-fonds quelconque, dans les limites de la ville, pour l'ouverture de tout chemin ou rue qui les traverse, ou pour faire des parcs publics ou squares qui puissent contribuer à la santé et au bien-être des habitants de la ville, soit au moyen d'arrangements à l'amiable entre la corporation et les propriétaires ou autres intéressés, soit en se conformant aux dispositions applicables à la corporation, relativement aux expropriations ; et, en cas de nécessité ou de convenance, en vue de ces améliorations, acquérir tout lopin ou morceau de terre de plus grande dimension que ce qui pourrait être définitivement requis en vue de ces améliorations.

Vente des
immeubles
non nécessaires.

26. Le conseil peut vendre toute partie ou toutes parties de la terre ainsi acquise et non définitivement requise pour telle fin, et en appliquer le produit à payer partie de

ces améliorations ; et, s'il est fait une répartition spéciale à cette fin, elle ne devra l'être que pour le reste du coût.

27. Le conseil peut acquérir et acheter tout terrain nécessaire à, et pour être utilisé dans l'intérêt de la ville, dans les ou hors des limites de la municipalité, mais si le terrain est situé dans une autre municipalité avec le consentement de cette municipalité, et pourvoir à la location, à l'achat ou à la construction de tout édifice dont la ville peut avoir besoin.

Acquisition d'immeubles nécessaires à la ville par le conseil.

28. Le conseil peut contribuer, à même les revenus de la corporation, au coût de toutes les améliorations ordonnées par lui, ou il peut emprunter les deniers requis pour payer sa part de telles améliorations en se conformant aux formalités et à la procédure prescrites pour les emprunts.

Contribution du conseil au coût des améliorations.

29. Dans le cas d'une répartition spéciale pour une amélioration quelconque, le conseil, s'il le juge à propos, peut, par règlement ou résolution, prendre des mesures pour construire, à même les fonds généraux de la municipalité, la partie de cette amélioration située sur ou dans cette partie de toute rue, ruelle, allée, place publique ou square, qui est intersectée par une autre rue, ruelle, allée, place publique ou square ou autrement, ou qui tombe sur une propriété exempte de cotisations.

Paiement du coût des améliorations à même les fonds généraux en certains endroits.

30. Le conseil de la ville peut, par règlement ou résolution, établir un mode équitable de répartition pour toutes les améliorations, travaux ou services ordonnés ou à être ordonnés sur des lots d'encoignure, triangulaires ou autres morceaux de terre de forme irrégulière, situés à l'intersection ou à la jonction des rues, chemins et squares, en tenant juste compte de la situation, de la valeur et de la superficie de ces lots, eu égard aux lots adjacents et aux lopins de terre cotisables pour ces travaux, améliorations et services, et peut imposer le montant de toute déduction faite à l'occasion d'un de ces lots ou lopins de terre sur une autre propriété foncière ayant front sur les améliorations, ou de toute autre manière, selon que le conseil pourra le déterminer.

Mode de cotiser certains immeubles pour améliorations.

TITRE III

TAXES

31. Le conseil peut en sus des cotisations spéciales qu'il est, par la présente loi, autorisé à prélever, faire des règlements en vue d'imposer et prélever :

Pouvoir d'imposer des taxes :

(a) Une cotisation, dont le propriétaire est personnellement responsable, sur chaque terrain, lot de ville ou partie de lot, bâti ou non, ainsi que sur tous édifices et construc-

Sur les immeubles ;

tions y érigés, n'excédant pas un centin par piastre de la valeur réelle de cette propriété, telle qu'inscrite au rôle des cotisations de la ville.

Sur certains
commerces,
arts et profes-
sions ;

(b) Une taxe spéciale sur les charretiers exerçant leur métier dans la ville ; sur les propriétaires de chevaux et de voitures, pour chaque cheval et chaque voiture ; sur les courtiers, prêteurs d'argent et marchands à commission ; sur les prêteurs sur gages et encanteurs ; sur les clubs sur les propriétaires ou occupants de maisons d'entretien public, hôtels, cabarets, auberges, cafés, restaurants, hôtels de tempérance ; sur les débitants de liqueurs spiritueuses ; sur les colporteurs vendant ou offrant en vente dans la ville des articles de commerce, de quelque nature que ce soit ; sur les propriétaires, possesseurs, agents, administrateurs ou locataires de théâtres, cirques, ménageries et ménestrels ; sur les endroits d'amusements publics tenus ouverts pour en tirer des profits ; sur les tables de billard, mississipi, trou-madame, jeux de quilles et autres jeux semblables ; sur les propriétaires d'écuries de louage ; sur les épiciers, boulangers, bouchers, revendeurs, regrattiers, brasseurs et distillateurs ; sur les commerçants ; sur les propriétaires et exploiters de clos à bois, chantiers de charbon et abattoirs placés dans la ville ; sur les sociétés de construction, les compagnies d'assurances et leurs agents et employés, résidant ou non dans la ville ; sur les compagnies d'éclairage au gaz faisant affaires dans la ville ou y ayant des propriétés.

Montant de
l'impôt.

Le montant de ces redevances ou taxes annuelles sera fixé et déterminé par un ou plusieurs règlements de la ville, et sera fixé par le conseil, à sa discrétion, soit, dans certains cas, à une somme spécifiée, ou, en d'autres cas, à un pourcentage sur la valeur annuelle de la propriété et des lieux occupés dans la ville par les dites personnes, et dans ou sur lesquels elles font des affaires, exercent une industrie, exploitent une manufacture, une occupation, une entreprise, un art, une profession, un moyen d'existence ou de profit, pourvu qu'en aucun cas nul de ces montants n'excède deux cents piastres par année, et pourvu qu'il ne s'y trouve rien d'incompatible avec les dispositions de quelque statut public ;

Proviso.

Sur les chiens ;

(c) Une taxe n'excédant pas cinq piastres par année sur chaque propriétaire de chien.

Licence pour
chaque chien.

La ville est autorisée à contraindre les propriétaires de chiens à prendre une **licence** pour chacun de ces animaux.

Epoque du
paiement et
escompte pour
paiement anti-
cipé.

Toute taxe et cotisation imposée en vertu de cet article sera payable annuellement et à l'époque fixée par tel règlement, avec faculté d'accorder un escompte pour paiement anticipé.

32. Le conseil peut à sa discrétion ordonner que chaque taxe spéciale imposée sur les industries, commerces ou corporations, soit imposée et prélevée sous forme de licence ; et cette taxe spéciale sera ensuite payable annuellement, au jour, dans les conditions et avec les restrictions que le conseil pourra déterminer.

Prélèvement
des taxes par
voie de licences.

33. Le conseil peut imposer et prélever annuellement, par voie de règlement, sur chaque habitant du sexe masculin ayant vingt et un ans et plus—résidant dans la ville et non autrement taxé—une somme ne dépassant pas une piastre.

Taxe sur chaque habitant.

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

34. Le conseil peut fixer, par résolution ou règlement, les jours et heures durant lesquels le bureau du conseil sera ouvert pour les fins mentionnées à l'article 4343 des Statuts refondus.

Temps durant lequel le bureau du conseil est ouvert.

35. Tout constable ou officier de police de la municipalité peut, sans en être requis par le chef, par un membre du conseil ou par le conseil même :

Pouvoirs des officiers de police :

1. Appréhender ou arrêter toute personne contrevenant aux dispositions d'un règlement municipal dont l'infraction est punissable par amende, s'il en est ainsi ordonné par le règlement, et l'amener devant un juge de paix pour être traité suivant la loi ;

Arrêter à vue les personnes contrevenant aux règlements ;

2. Arrêter, sans mandat, quiconque est trouvé troublant la paix publique, couché, flânant ou vagabondant, de jour ou de nuit, dans un chemin public, un champ, une cour ou autre endroit, logeant ou dormant dans une grange, un hangar ou autre construction inhabitée, ou sous une tente, une charrette ou autre voiture et ne rendant pas un compte satisfaisant de sa conduite, de même que toute personne criant, jurant ou faisant du bruit dans une rue ou sur une voie publique, ou en un autre endroit situé dans les limites de la ville.

Arrêter à vue les personnes flânant, etc.

36. La dette de la ville ne devra en aucun temps excéder quinze pour cent de la valeur cotisée de la propriété foncière de la ville.

Limite de la dette municipale.

37. L'article 4524 des dits Statuts refondus est remplacé, pour la ville, par le suivant :

S. R., 4524, non applicable.

Intérêt sur les
emprunts.

Chaque fois que la ville contracte un emprunt, elle devra immédiatement pourvoir au paiement de l'intérêt annuel à même les revenus de la corporation et à l'établissement d'un fonds d'amortissement d'au moins un pour cent par année sur chaque emprunt, et au paiement de ces emprunts au moyen d'annuités, tel que pourvu par les articles 4637a, 4637b et 4637c des Statuts refondus.

Taux de
l'intérêt.

Le taux annuel de l'intérêt ne devra en aucun cas, excéder le taux légal d'intérêt.

S. R., 4525,
non applicable.

38. L'article 4525 des dits Statuts refondus ne s'applique point à la ville.

S. R., 4533,
non applicable.

39. L'article 4533 des dits Statuts refondus est remplacé, pour la ville, par le suivant :

Président du
bureau de
votation.
Durée de la
votation.

Le bureau de votation est tenu et présidé par le maire assisté du secrétaire-trésorier.

Il est tenu pendant un jour juridique, depuis dix heures du matin jusqu'à cinq heures de l'après-midi.

Corporations,
etc., peuvent
voter sur
emprunts, etc.,
par agent.

40. Les corporations et successions ayant des propriétés foncières sujettes aux cotisations spéciales auront le droit de voter, lorsqu'il s'agira d'emprunts, par leur agent ou procureur dûment autorisé, pourvu qu'elles donnent le nom de leur dit agent ou procureur au secrétaire-trésorier de la ville au moins cinq jours avant la date fixée pour l'adoption ou le rejet du règlement.

Impositions
pour construc-
tion et
entretien de
l'aqueduc.

41. Le conseil est autorisé à prélever et percevoir, par voie de règlement, des cotisations spéciales pour payer le coût d'établissement, d'entretien et de gestion d'aqueduc, puits, citernes et réservoirs, de la manière qu'il jugera convenable, et il est autorisé à réglementer la manière d'établir, prélever et percevoir ces cotisations spéciales.

S. R., 4486 et
4487 non
applicables.

42. Les articles 4486 et 4487 des dits Statuts refondus ne s'appliquent point à la ville.

Pouvoir du
conseil rela-
tivement aux
égouts dans les
rues projetées.

43. Le pouvoir qu'a le conseil de cotiser les propriétaires d'après la ligne de front de leurs terrains pour défrayer le coût de la construction d'un égout dans une rue quelconque de la ville, peut être exercé pour tout égout dont la construction peut être ordonnée par le conseil dans les rues et ruelles projetées non encore ouvertes au public, lorsque le conseil considérera que cet égout est nécessaire pour la santé publique.

S. R., 4478,
non applicable.

44. L'article 4478 des Statuts refondus est remplacé, pour la ville, par le suivant :

Le conseil peut, par règlement, faire planter des arbres le long des rues municipales ou autres, ainsi que le long des trottoirs, ou dans toute place publique aux frais de la ville, et déterminer le nombre des arbres.

45. Le conseil est autorisé à patenter, contrôler ou réglementer la collection et l'emmagasinement des chiffons et autre matière de rebut. Emmagasinement des chiffons.

46. Le conseil est autorisé à patenter, réglementer et inspecter la plomberie. Plomberie.

47. Le conseil est autorisé à empêcher la destruction ou la capture des oiseaux. Protection des oiseaux.

48. Le conseil peut, par règlement, établir le niveau et l'alignement des rues de la ville, et devra, sur demande, délivrer à chaque propriétaire qui en a payé le coût, une copie du certificat de nivellement. Ces nivellement et alignement seront obligatoires pour les propriétaires intéressés, sauf recours en dommages. Niveau et alignement des rues.

49. L'article 4498 des dits Statuts refondus est remplacé, pour la ville, par le suivant : S. R., 4498, non applicable.

Il est du devoir des évaluateurs en fonction de faire chaque année, au temps et de la manière déterminés par le conseil, une évaluation de la propriété imposable de la municipalité d'après la valeur réelle ; ils font aussi l'évaluation de la valeur annuelle de la dite propriété et l'inscrivent au rôle dans une colonne séparée ; ils inscrivent également au rôle les noms des occupants et le montant du loyer annuel payé par chacun d'eux. Evaluation annuelle.

Les évaluateurs devront, chaque année, en faisant le rôle d'évaluation, évaluer la propriété immobilière imposable, indépendamment des édifices y érigés et l'inscrire dans une colonne séparée ; et cette évaluation constituera la base d'après laquelle la taxe spéciale, dont le prélèvement est ordonné sur cette évaluation, sera établie.

50. Le rôle d'évaluation, valable au moment de la mise en vigueur de la présente loi, sera celui de la ville jusqu'à ce qu'il en soit préparé un autre conformément à la présente loi. Rôles d'évaluation continués.

PLANS DE LA VILLE

51. Tout plan ou carte de la municipalité, ou d'une partie quelconque d'icelle, déjà fait ou qui pourra être fait par la Effet de la confirmation des plans.

Proviso quant
à l'élargisse-
ment de cer-
taines rues.

suite, sera, lorsqu'il aura été confirmé par la cour supérieure, obligatoire pour la corporation et pour les propriétaires y intéressés, ainsi que pour toutes autres personnes quelconques ; et il ne devra être demandé ni accordé aucun dommage ni indemnité au moment de l'ouverture d'une des nouvelles rues, places publiques ou squares indiqués sur le plan, ou au moment de l'élargissement d'une des rues, places publiques ou squares y indiqués pour un des édifices ou améliorations que les propriétaires ou toutes autres personnes peuvent avoir fait ou fait faire, après la confirmation du dit plan, sur toute terre ou propriété réservée soit pour de nouvelles rues, places publiques ou squares, soit pour l'élargissement d'une des rues, places publiques ou squares de la ville ; pourvu que rien de ce que contient la présente loi ne soit interprété comme dépouillant la corporation du droit d'élargir ou de prolonger une des rues, places publiques ou squares, indiqués sur le plan, après sa confirmation, ou de celui d'abandonner l'ouverture d'une nouvelle rue ou l'élargissement ou prolongement d'une rue existante, y indiquée ; mais aucune telle modification ne devra être faite, à moins qu'elle ne soit résolue, à une assemblée du conseil, par un vote des deux tiers de ses membres ; et, dès lors, tout juge de la cour supérieure pourra, à la requête de la corporation, ordonner que les duplicata du plan, déposés au bureau du protonotaire de la cour supérieure, soient modifiés en conséquence.

Dépôt d'un
double des
plans.

52. Un double de chacun des plans devra être déposé, immédiatement après son achèvement, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal et un autre mis dans les archives de la corporation.

Après que ce plan aura été confirmé et ratifié par la dite cour, le secrétaire-trésorier devra faire une inscription sur le double de ce plan, déposé aux archives de la ville, dans les termes suivants :

Confirmé par la cour supérieure, le
jour de mil

Ouvertures
des rues indi-
quées au plan.

53. La ville peut ouvrir au public toute rue nouvelle, grand chemin, place publique, ou square indiqués sur les dits plans ou cartes, ainsi qu'élargir toute rue, place publique ou square y indiqués et marqués comme devant être élargis, après s'être conformée aux formalités et à la procédure relative à l'expropriation et au prélèvement des cotisa-

tions spéciales ; et la dite ville sera tenue de le faire dans l'année qui suivra la présentation d'une requête faite au conseil à cette fin, signée par un nombre de propriétaires possédant plus de la moitié de la totalité de la ligne de front d'une de ces rues nouvelles, voies, places publiques ou squares, ou partie ou sections d'iceux, indiqués sur les dits plans ou cartes, ou par ceux qui représentent ou administrent les dites propriétés riveraines ou y sont intéressés comme tuteurs, administrateurs, gardiens, chargés de substitution, curateurs, syndics ou en une autre qualité ; et, en tout cas, la corporation sera tenue d'exproprier la propriété dans les trois ans à compter de l'homologation du plan ; faute de quoi, le propriétaire ne sera pas lié par le plan.

EXPROPRIATIONS POUR DES FINS MUNICIPALES

54. Dans tous les cas d'expropriation, le conseil devra, au moyen d'un avis public et par lettre recommandée, demander aux parties intéressées de produire, dans les trente jours de la date de cet avis, une estimation de la valeur de la propriété ou partie de propriété à être expropriée, et, en général, de toutes les réclamations pour dommages et compensations, de façon à pouvoir prendre des arrangements et faire des offres.

Avis donné aux intéressés dans les cas d'expropriation.

La ville elle-même sera tenue de faire des offres à chacune des personnes à indemniser.

Offre aux intéressés.

55. Si, par une décision arbitrale, faite au cours d'une expropriation pour des fins municipales, la somme accordée excède la somme offerte par la ville, les frais de l'arbitrage seront supportés par la ville ; mais, dans le cas contraire, ils seront supportés par la partie adverse et déduits de l'indemnité ; et, dans chaque cas, le montant de ces frais, s'il fait le sujet d'une contestation, pourra être taxé par un juge de la cour supérieure.

Paiement des frais d'expropriation.

56. L'article 4566 des dits Statuts refondus est remplacé pour la ville, par le suivant :

S. R., 4566, non applicable.

Les arbitres procèdent aux temps et lieu fixés par eux, dont ils auront donné un avis d'au moins dix jours aux parties intéressées.

Procédure devant les arbitres.

Les arbitres, après avoir examiné et évalué les terres et entendu les parties, donnent leur décision au moyen d'un certificat, signé par eux ou par la majorité d'entre eux, qu'ils déposent au bureau du conseil.

Décision des arbitres.

Cette décision est définitive et sans appel.

Nom de cette loi.

57. La présente loi sera connue sous l'appellation de "Charte de la ville d'Outremont".

Entrée en vigueur.

58. La présente loi deviendra exécutoire le jour de sa sanction.

CHAP. LVI

Loi constituant en corporation la ville de Ste-Anne de Bellevue.

[Sanctionnée le 12 janvier 1895]

Préambule.

ATTENDU que les dispositions du Code municipal ont cessé de suffire aux besoins des habitants du village de Ste-Anne de Bellevue ;

Attendu que la corporation du village de Ste-Anne de Bellevue a demandé d'être constituée en corporation de ville, conformément aux dispositions du chapitre premier du titre onzième des Statuts refondus ;

Attendu qu'il est de l'intérêt des contribuables de ce village que cette demande soit accordée ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

ORGANISATION DE LA CORPORATION

Ville constituée,—nom.

1. Le territoire compris dans les limites actuelles du village de Ste-Anne de Bellevue est érigé en municipalité de ville, sous le nom de "La ville de Ste-Anne de Bellevue", et les habitants du dit village sont constitués en corporation, sous le nom de "La corporation de la ville de Ste-Anne de Bellevue".

Corporation constituée,—nom.

Municipalité distincte.

2. La dite ville sera séparée du comté de Jacques-Cartier pour toutes les fins municipales.

Lois applicables.

3. La corporation de la ville de Ste-Anne de Bellevue est gouvernée par les dispositions de la loi relative aux corporations de villes, contenues dans le chapitre premier du titre onzième des Statuts refondus, sauf dans les cas où il y est spécialement dérogé par cette loi, ou par des dispositions incompatibles qu'elle peut contenir.